

8h30		Accueil des participants
9h30		Ouverture des travaux par Bernard CARAYON, député du Tarn, Président de Prometheus et Yves POILANE, Directeur de Télécom ParisTech.
10h00		1^{re} table-ronde : EXISTE-T-IL UNE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE ? Président : Marc LE FUR, député des Côtes-d'Armor, vice-président de l'Assemblée nationale Participants : Michel RIGUIDEL, Directeur du Département Informatique-Réseau à Télécom ParisTech Philippe WOLF, Sous-directeur Télécommunications et réseaux (DCSSI,SGDN) François LEVIEUX, Président du groupe «défense informatique» du Conseil Général de l'Armement Jean-Michel TIXIER, Responsable de l'infrastructure informatique Groupe Michelin Jose-patrick BOE, Responsable pour la sûreté de l'information Groupe Michelin Infrastructures de l'Etat, patrimoine immatériel des entreprises, intimité numérique individuelle, le développement de l'Internet et la généralisation de ses réseaux portent également des nouvelles menaces. Cyberattaques, espionnage numérique, notre souveraineté est aujourd'hui mise à l'épreuve des développements numériques. Les caractéristiques de notre souveraineté politique se retrouvent-elles dans la sphère digitale ? Existe-t-il une « souveraineté numérique » comme une « intimité numérique » ? Qui en est garant ?
11h00		2^{re} table-ronde : LES MENACES NUMÉRIQUES FUTURES Président : Roger ROMANI, ancien ministre, sénateur de Paris Participants : Eric FILIOL, Directeur de la Recherche et du Développement Industriel, Directeur du laboratoire de virologie et de cryptologie opérationnelles, ESIEA – Ouest François BOURDONCLE, Président-Directeur général d'Exalead Philippe GRANGIER, Directeur de Recherche au CNRS, Professeur à l'École Polytechnique Romain ALLEAUME, Maître de conférences à Télécom ParisTech Mathieu WEILL, Directeur général de l'AFNIC Les menaces numériques n'ont cessé d'évoluer au fil du développement d'Internet et elles ont la caractéristique de s'adapter très rapidement aux avancées de protections technologiques. Etat des lieux des nouvelles menaces numériques : une généralisation des fraudes et du marketing ultra-offensif relatif à la publicité en ligne ayant toujours comme objectif l'appât du gain ; une fragilisation des libertés individuelles et de l'intimité des citoyens. Une personne n'est plus propriétaire des informations dès l'instant qu'elles sont en ligne ; des attaques ciblées et agressives contre les systèmes informatiques d'entreprises concurrentes ou de structures étatiques ; un amoindrissement de la souveraineté de certains Etats soumis au dictat technologique des nations les plus avancées, voire éventuellement de sociétés privées. Quelles réponses envisager pour prévenir les menaces numériques à venir ? Quelles actions communes, l'Etat, les entreprises et les chercheurs peuvent-ils engager ?
		Journée animée par Jean-Jaques MANCEAU et Charles HAQUET, L'Expansion

PROGRAMME

12h30 Allocution de Madame Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET,
Secrétaire d'Etat chargée de la Prospective et du Développement de l'économie
numérique

13h Buffet déjeunatoire dans les salons de la Questure

14h30 3^e table-ronde :
LE CAPITAL-RISQUE TECHNOLOGIQUE AU SERVICE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE
aDE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Président : Bernard CARAYON, député du Tarn, Président de Prometheus

Participants :

Pascal LAGARDE, Directeur général de CDC Entreprises

Jean-Sébastien LANTZ, Maître de conférences à l'Université de droit et d'économie d'Aix-en-Provence

Philippe LAURIER, créateur de l'incubateur d'entreprises de Télécom ParisTech, enseignant en

Intelligence économique avec Paul FABRA, éditorialiste

Didier LAMOUCHE, Président-Directeur général de Bull

La maîtrise des technologies de la sécurité informatique constitue l'un des enjeux nouveaux
de la puissance économique et politique.

Le capital-risque technologique, par ses caractéristiques propres, se distingue par sa capacité à recourir
au marché pour financer la recherche et le développement des technologies à fort potentiels. A travers
les expériences européennes et la politique engagée par la Banque Européenne d'Investissements (BEI),
quelles priorités industrielles et technologiques peuvent-elles être dégagées ?
Quel avenir pour le capital-risque technologique et l'investissement stratégique ?

Conclusion :

Allocution de Madame Michèle ALLIOT-MARIE, Ministre de l'Intérieur,
de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales

